

À Montréal, manifestation d'appui aux pêcheurs mi'kmaq... in English only Ferme blâme du racisme et de la destruction de la terre-mère par les blancs

« Quand nous défendons le français chez nous, ce sont toutes les langues du monde que nous défendons contre l'hégémonie d'une seule » – Pierre Bourgault

Mon album photo : <https://1drv.ms/a/s!Aj4UXfoRjr1Tj31-KfWW2EL9Atr6>

Le journal Métro-Montréal donne un bon compte-rendu de la manifestation :

Autochtones et non-Autochtones ont marché côte à côte durant une manifestation, dimanche, dans les rues de Montréal pour soutenir le peuple Mi'kmaq. [...] Une centaine de manifestants s'est réunie dimanche dès midi à la place Émilie-Gamelin à Montréal. Et ce, à l'initiative des membres de la communauté Kanien'kehá:ka de Kahnawake. [...] Avec cette manifestation à Montréal, le cortège souhaitait entre autres exprimer sa solidarité envers les populations autochtones et plus particulièrement envers les pêcheurs Mi'kmaq. Ces derniers se trouvent au cœur du « conflit du homard » les opposant aux pêcheurs non autochtones en Nouvelle-Écosse. La manifestation de Montréal avait également pour but de soutenir d'autres communautés que celle Mi'kmaq. Par exemple, celles des Six Nations, ou encore les Anishinabe du parc de La Vérendrye, les Wet'suwet'en et les Secwepemc. Des communautés qui se battent toutes pour leurs droits, comme l'explique Kaïatanoron Lahache :

« Les pêcheurs Mi'kmaq ne sont pas les seuls à se battre en ce moment. On souhaite manifester notre solidarité à tous. Nous ne serons pas réduits au silence. Nous ne reculerons pas devant l'oppression. »

([Une manifestation en soutien aux pêcheurs Mi'kmaq à Montréal](#), Métro-Montréal, 1/11/20)

Le texte français lié au tract virtuel d'invitation, dont une version française sur le tard, disait ceci :

Les pêcheurs Mi'kmaq de la Première nation Sipekne'katik pratiquent le pêche au homard selon les droits qui leurs sont garantis par le traité de 1752 sont, depuis plusieurs semaines, harcelés et attaqués par des groupes de pêcheurs commerciaux blancs.

Des bâtiments, des bateaux et des camions ont été incendiés, des personnes, dont des aînéEs, violemment agressées et de milliers de homards, sacrifiés.

La GRC a été témoin des faits et a refusé toute intervention. Il a fallu des incendies de grande ampleur ainsi qu'une mobilisation nationale pour que deux arrestations soient faites.

Les suprémacistes blancs ont commis des crimes violents, mais la police est restée indifférente, alors que les protecteurs.trices des terres et des eaux sont systématiquement criminaliséEs pour le fait de défendre le bien commun.

DE PLUS, LES PÊCHEURS COMMERCIAUX UTILISENT L'ARGUMENT DE LA CONSERVATION DES STOCKS DE HOMARD. CET ARGUMENT EST ABSURDE, CAR LES BATEAUX MI'KMAQ REPRÉSENTENT 1% DES PRISES, LES PÊCHEURS MI'KMAQ NE PRATIQUENT QU'UNE PÊCHE DE SUBSISTANCE...

NOMBRE DE CASIERS À HOMARDS APPARTENANT À LA PREMIÈRE NATION SIPEKNE'KATIK : 550
NOMBRE DE CASIERS À HOMARDS APPARTENANT AUX PÊCHEURS NON-AUTOCHTONES: 391 200

L'environnement est ici utilisé pour légitimer le suprémacisme blanc.

Nous avons une responsabilité en tant qu'humainEs et en tant mouvement de contrer ce discours en appuyant les luttes autochtones pour l'auto-détermination, partout, tout le temps.

J'ai spécialement remarqué le vif discours de la jeune organisatrice kanien'kehá:ka — j'ai d'ailleurs crû comprendre que la manifestation était organisée par un noyau de jeunes femmes de Kahnawà:ke — qui attirait l'attention moins sur les violences racistes, clairement dénoncées par ailleurs, que sur la destruction de l'écologie terrestre par les peuples blancs — ne devrait-on pas plutôt parlé d'une succession de capitalismes marchand, industriel et financier — depuis les 400 ans qu'ils ont colonisé les Amériques, ne tenant aucun compte des admonestations des peuples autochtones, avec comme résultat l'effroyable gâchis actuel dans lequel l'humanité s'enfonce vers sa perte. Dommage que toute cette pénétrante éloquence ait été unilingue anglaise sans aucune traduction ni autre présentation francophone. Tout comme la quasi totalité des affiches, sauf les officielles banderoles de la Riposte, seul présence Solidaire dont ce groupe est un collectif, et du PCC(m-l). De me répondre une jeune francophone justifiant son affiche unilingue anglaise, l'anglais est la langue internationale ! Il faudrait donc à Montréal parler la langue internationale aux gens du Québec !

La contradiction entre le médium et le message ruine la portée du message

Cette contradiction entre le message et le médium — mais le message n'est-il pas le médium selon la formule mondialement populaire du philosophe canadien Marshall McLuhan — me rappelle ma militance intensive au début des années 1990 avec les Anishinabés du Lac Barrière bien encadrés par des conseillers anglophones basés surtout à Ottawa et à l'Université de Guelph. Pour faire des assemblées d'information et distribuer de la littérature (il n'y avait pas de réseaux sociaux alors) il n'y avait rien en français. Lié à la petite cellule d'appui francophone de Hull en fait des Métis de St-Boniface, j'avais produit un quatre pages en français. Puis la cellule de Hull fut congédié par le quartier général des conseillers à Ottawa et le projet resta en plan. Pourtant à une assemblée d'information à Maniwaki j'avais réalisé l'appui des élites locales pour les Anishinabés tout simplement parce que c'était aussi dans leur intérêt de mieux protéger la forêt menacée de rupture de stock.

Les personnes organisatrices et celles alliées font fi des luttes historiques pour le français unique langue publique commune tout en profitant de la dormance de la lutte nationale québécoise pour se laisser aller au bilinguisme de plus en plus unilingue anglais. L'excuse commode de l'anglicisation forcée par la fédérale loi des Indiens ne tient pas compte que la traduction de tracts et articles avec les logiciels de traduction incorporant l'intelligence artificielle est un jeu d'enfant en autant de prendre la peine de faire une révision. Pour ce qui est des discours, une traduction simultanée est non seulement politiquement nécessaire mais indispensable pour une large mobilisation à moins de vouloir se satisfaire de la mobilisation de la poignée des coupables habituels. À moins que les personnes organisatrices ne souhaitent pas la présence des francophones, pire qu'elles souhaitent les stigmatiser ?

Ce n'est pas avec l'unilinguisme anglais ni le bilinguisme qu'on sensibilisera et mobilisera les francophones. On n'obtient pas l'appui du peuple québécois en s'adressant à lui en anglais chez lui. Montréal a beau être un territoire non cédé ni au colonialisme britannique ni au gouvernement canadien, elle est le cœur démographique et économique de la nation québécoise que la Constitution canadienne ne reconnaît pas contrairement aux peuples autochtones reconnues par l'article 35... pour mieux isoler en 1982 la nation québécoise de sorte à lui imposer une charte permettant de charcuter la loi 101. L'anglais assimilateur est la langue de la nation qui opprime tant les peuples autochtones que les peuples québécois et acadien. On ne défend pas les droits nationaux des uns en ne respectant pas ceux des autres.

Il y a là une odeur nauséabonde d'instrumentalisation anti-Québec par le fédéralisme canadien des Mi'kmaq et des Kanyen'kehà:ka anglicisés partiellement ou totalement par la loi des Indiens. Il y a des personnes alliées blanches du Québec qui ne font pas leur travail politique se comportant plutôt en «wanabe» gobant tout discours autochtone comme une vérité révélée. Il faudrait rappeler que l'hiver dernier le peuple québécois a suffisamment fait pression sur son gouvernement, qui n'a pas les autochtones en odeur de sainteté, pour qu'il ne permette pas une répression policière des deux barrages en soutien aux Wet'suwet'en de la côte ouest alors qu'en Ontario ce fut le contraire comme ça l'est aujourd'hui contre le blocage en opposition à ce projet immobilier sur le territoire Six Nations. Va-t-on revenir au Montréal des années 1950 ? Va-t-on jeter à la poubelle la victoire du français comme langue commune ? Prenons exemple sur la combativité de maints peuples autochtones qui ne laissent plus rien passer.

Québec solidaire : Les pires fauteurs d'abandon du français et de manque de solidarité autochtone

Cependant les pires fauteurs de troubles dans cette affaire ne sont bien entendu ni les Mi'kmaq et Kanyen'kehà:ka ou encore les Anishinabés qui se débattent sans rapport de forces conséquent contre une effroyable oppression ni les personnes alliées qui rament à contre courant face au racisme ambiant découlant d'un nationalisme de plus en plus identitaire ici comme ailleurs. C'est la gauche québécoise qui en plus de laisser tomber sa propre lutte nationale et linguistique — lors de la dernière campagne électorale, il a fallu apprendre à la porte-parole du parti que le français est la langue officielle du Québec ! ([Québec solidaire : Manon Massé rectifie le tir sur le statut de l'anglais au Québec](#), Radio-Canada, 24/08/18) — néglige d'appuyer les luttes autochtones bien qu'existe chez le peuple québécois une sympathie passive vis-à-vis les luttes nationales autochtones par similarité à la sienne — idem pour la lutte palestinienne — comme démontré lors de la lutte des Wet'suwet'en (Marc Bonhomme, [Chronique d'une occasion manquée de combiner droits autochtones et justice climatique](#), Écorev par Presse-toi-à-gauche, printemps 2020).

On a constaté ce flagrant manque de solidarité pendant le bon mois qu'a duré la lutte des communautés

anishnabées du Lac Barrière/Rapid Lake et de Kitigan Zibi (Maniwaki), puis de Kitcisakik (Grand lac Victoria) et de Lac Simon pour empêcher la chasse sportive à l'orignal. Ces communautés ont érigé plusieurs barrages dans la réserve faunique La Vérendrye — le statut de réserve faunique et non de parc permet la coupe forestière et la chasse sportive — mais sans bloquer la route 117 ce que ne s'est pas gêné de faire une poignée de chasseurs en colère soutenus en sous-main par certains employés de la SÉPAQ.

Le peuple anishinabé exerce ainsi son droit de contrôler son territoire national et l'exploitation de ses ressources pour des fins écologiques de protection de la faune et d'autosuffisance alimentaire, ce que lui reconnaît le « *consentement préalable, libre et éclairé* » de la Déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones, et même les droits « *ancestraux et issus des traités* » de la constitution canadienne (article 35). D'affirmer la Déclaration : « *[L]es peuples autochtones ont le droit de posséder, d'utiliser, de mettre en valeur et de contrôler (je souligne) les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent parce qu'ils leur appartiennent ou qu'ils les occupent ou les utilisent traditionnellement, ainsi que ceux qu'ils ont acquis.* » (article 26-2)

On aurait crû que Québec solidaire, qui depuis la mort racisée de Joyce Echaquan s'époumone à dénoncer le colonialisme et le racisme systémique et à réclamer que le gouvernement de la CAQ mette en œuvre la Déclaration des Nations unies, appuie pro-activement la lutte de la nation anishinabée. Eh bien non. Ni sur le site web du parti, ni sur son son Facebook et ni sur le Facebook de la députée Solidaire de Rouen-Noranda-Témiscamingue dont le comté inclut la partie ouest de la réserve faunique La Vérendrye, on ne trouve une seule allusion à cette lutte. On note à peine un tweet tardif et non médiatisé de la porte-parole non pas pour soutenir le peuple anishinabé mais pour enjoindre le gouvernement d'intervenir. On avait constaté le même silence à propos des barrages pro-Wet'suwe'ten des Kanien'kehá:ka et des Mig'maq l'hiver dernier comme pour le contrôle de la communauté de Kanasatake de son territoire contre la pandémie.

On a fortement l'impression que l'électoratisme prévaut sur les principes du moment qu'ils se concrétisent par des luttes réellement existantes. En région, et en particulier dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue, le vote des chasseurs et de ceux et celles soutenant les intérêts forestiers est-il plus important que les luttes autochtones pour le développement écologique de leurs territoires pour leur intérêt et pour le nôtre ? Après un mois, le parti a trouvé le moyen de se taire sur une lutte autochtone sur laquelle les principes de la Déclaration des nations unies étaient clairs pendant que le racisme blanc des chasseurs-SÉPAQ-SQ ne cessait d'envenimer la situation forçant les Anishinabés à recourir à des mesures musclées pour faire respecter leur droit à l'autodétermination sur leur territoire historique. Toute une performance.

On aurait tort de rendre secondaire cette contradiction médium-message. La défense de la langue française en tant que langue commune contribue à la résilience pluraliste de l'humanité contre le néolibéralisme culturellement niveleur et anglicisant ce qui permet de multiplier les points de vue sur une même réalité. Cette défense reflète la lutte pour la bio-diversité de la vie contre la sixième grande extinction en y incluant la diversité de l'espèce humaine. Il est dramatique de l'opposer aux luttes concrètes contre le racisme systémique au sein duquel tournoie le cercle vicieux de la marginalisation des francophones, s'auto-marginalisant eux-mêmes, par les anglophones opprimés luttant contre leur oppression tout en étant instrumentalisés par les fédéralistes. Ce qui est un fossé aujourd'hui risque de devenir un gouffre symptomatique d'une nouvelle grande noirceur devenant un obstacle insurmontable pour vaincre le racisme systémique.

Marc Bonhomme, 3 novembre 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca